



Maxime Quijoux (dir.)

Bourdieu et le travail

Presses universitaires de Rennes

Une lecture de la crise de l'emploi en Algérie coloniale : l'opposition entre travail traditionnel et travail salarié dans l'œuvre algérienne de Pierre Bourdieu

Fabien Sacriste

DOI : 10.4000/books.pur.69695
Éditeur : Presses universitaires de Rennes
Lieu d'édition : Presses universitaires de Rennes
Année d'édition : 2015
Date de mise en ligne : 3 juillet 2019
Collection : Le sens social
ISBN électronique : 9782753563278



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

SACRISTE, Fabien. *Une lecture de la crise de l'emploi en Algérie coloniale : l'opposition entre travail traditionnel et travail salarié dans l'œuvre algérienne de Pierre Bourdieu* In : *Bourdieu et le travail* [en ligne]. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2015 (généré le 10 juillet 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pur/69695>>. ISBN : 9782753563278. DOI : 10.4000/books.pur.69695.

Fabien SACRISTE

UNE LECTURE DE LA CRISE DE L'EMPLOI
EN ALGÉRIE COLONIALE :
L'OPPOSITION ENTRE TRAVAIL TRADITIONNEL
ET TRAVAIL SALARIÉ DANS L'ŒUVRE ALGÉRIENNE
DE PIERRE BOURDIEU

La trajectoire algérienne de Pierre Bourdieu a fait l'objet d'une attention particulière au cours de la dernière décennie. Ancien élève de l'École normale supérieure, il effectue son service militaire en Algérie à partir de 1955¹. D'abord affecté dans une unité de « rampants² » près d'Orléansville, il peut, grâce à l'appui du général Ducournau, proche de sa famille, intégrer le service de l'information du gouvernement général de l'Algérie³ (GGA), à Alger. Dans ce milieu, l'agrégé de philosophie se familiarise à de nouvelles problématiques, notamment à l'ethnologie de la société algérienne. C'est également ici qu'il fait ses premiers pas vers le milieu universitaire algérois. À l'issue de son service militaire, il reste à Alger où il obtient un poste d'assistant à la faculté, qu'il occupe de 1958 à 1960. Bourdieu publie alors ses premiers travaux sur la société algérienne traditionnelle, écrits à partir des recherches qu'il a menées à la bibliothèque du GGA depuis 1957⁴. Puis, entre 1959 et 1961, il participe à deux enquêtes menées par l'Association de recherche sur le développement économique et social (ARDES),

-
1. Sur le parcours algérien de Pierre Bourdieu, cf. : BOURDIEU P. (YACINE T. [coord.]), *Esquisses algériennes*, Paris, Éditions du Seuil, 2008 ; MARTIN-CRIADO E., *Les deux Algéries de Pierre Bourdieu*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2008 ; SACRISTE F., *Des ethnologies dans la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962)*. G. Tillion, J. Berque, J. Servier et P. Bourdieu, Paris, L'Harmattan, 2011.
 2. Personnel de l'armée de l'air.
 3. Le GGA est le lieu où se trouvent les différentes directions de l'administration centrale à Alger.
 4. BOURDIEU P., *Sociologie de l'Algérie*, Paris, PUF, 1958 ; « La logique interne de la civilisation algérienne traditionnelle », et « Le choc des civilisations », *Le sous-développement de l'Algérie*, Alger, S. Social, 1959.

qui débouchent après la guerre sur la publication de *Travail et travailleurs*⁵, et du *Déracinement*⁶.

Longtemps restés dans l'ombre de son œuvre sociologique postérieure, ces travaux algériens ont récemment suscité de nombreuses études, dont la plupart soulignent la double dimension de l'analyse bourdieusienne et la distinction qu'il instaure entre société algérienne traditionnelle et société moderne⁷. La question du travail, qui peut également être abordée sous cet angle, n'a pas fait l'objet d'une étude à part, alors même qu'elle apparaît comme la problématique centrale reliant l'ensemble de ses travaux. Pourquoi cette question occupe-t-elle une telle place dans l'œuvre algérienne du sociologue ? Dans ce texte, nous chercherons à montrer que ses différents travaux élaborent une grille de lecture particulière de cette crise de l'emploi qui sévit en Algérie dans les toutes dernières années de la guerre d'indépendance, et qui constitue l'un des principaux problèmes inscrits sur l'agenda des autorités coloniales. De fait, le contexte politique qui voit le retour au pouvoir de Charles de Gaulle est également marqué par l'inscription de deux problèmes fondamentaux sur l'agenda des autorités coloniales : la double crise du logement et de l'emploi, exacerbée par les migrations de guerre qui, au cours des cinq années passées, ont entraîné un bouleversement sans précédent du peuplement algérien. La politique de regroupement menée depuis le début du conflit et l'afflux massif vers les bidonvilles des ruraux fuyant les zones de combat, aggravent la crise de la société traditionnelle. Cette situation incite les pouvoirs publics à confier à l'ARDES les deux recherches sur le travail urbain et le regroupement. La publication des résultats après l'indépendance, permettra au sociologue de se détacher des demandes étatiques qui les motivent initialement, et d'offrir une grille de lecture particulière de cette crise de l'emploi. Selon lui, la colonisation et surtout la guerre, en transformant le peuplement et la société algérienne, produisent une modification majeure des rapports que les agents économiques entretiennent avec l'activité de production. S'opposent alors, pour Bourdieu, deux idéaux-types du travail : le « travail traditionnel » des paysans algériens, autosuffisant mais surtout stable parce que dépendant des rythmes d'un calendrier séculaire, et qui à bien des égards apparaît comme le contretype idéal de l'emploi précaire des sous-prolétaires algériens, ces ruraux déracinés et projetés dans une condition salariale.

5. BOURDIEU P., DARBEL A., RIVET J.-P. et SEIBEL C., *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris, Mouton, 1964.

6. BOURDIEU P. et SAYAD A., *Le déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1964.

7. ADDI L., *Sociologie et anthropologie chez Pierre Bourdieu. Le paradigme anthropologique kabyle et ses conséquences théoriques*, Paris, La Découverte, 2002 ; HAMMOUDI A., « Phénoménologie et ethnographie. À propos de l'*habitus* kabyle chez Pierre Bourdieu », *L'homme*, n° 184, 2007, p. 47-84 ; MARTIN-CRIADO E., *op. cit.*

L'EMPLOI, UN PROBLÈME PUBLIC DANS UNE ALGÉRIE EN GUERRE (1954-1962)

Les autorités coloniales prennent conscience de cette crise de l'emploi face au développement des « bidonvilles », un terme dont l'histoire est liée à celle du monde colonial. En Algérie, leur croissance s'amorce dans l'entre-deux-guerres, mais ne s'inscrit sur l'agenda des autorités qu'au cours des années 1940-1950⁸. À la même période, la recherche des mécanismes originels de cette crise, ou la compréhension de ses formes présentes, interpelle quelques universitaires algérois, parmi lesquels André Nouschi, dont la thèse porte sur l'évolution des conditions de vie dans l'est algérien, de 1830 à 1919⁹. Le travail de cet historien retrace les origines et les étapes historiques de la désintégration de la « société traditionnelle », processus dont les effets socio-économiques seront au cœur des recherches de Pierre Bourdieu, vivement influencé par les travaux de Nouschi¹⁰. Pour ce dernier, la société rurale précoloniale se caractérise par une exploitation relativement équilibrée de la terre. Cet équilibre tend à s'effondrer progressivement sous les coups successifs de la guerre de conquête, de la répression des insurrections, ou des séquestres fonciers qui suivent l'une et les autres, et ce alors même que la population connaît un mouvement de régression démographique lié aux famines et épidémies qui scandent l'histoire du XIX^e siècle¹¹. La politique de cantonnement¹² et le *Senatus-Consulte* de 1863¹³, accélèrent cet effondrement en facilitant la spoliation des terres indigènes au profit de la colonisation européenne¹⁴. Les effets sur les agents économiques sont connus. À la veille de la Première Guerre mondiale, le nombre de *khammès*¹⁵ et des journaliers agricoles, dont les conditions d'existence sont particulièrement précaires, augmente fortement¹⁶. Mais dans l'entre-deux-guerres le travail journalier apparaît de moins en moins comme une solution valable pour les ruraux algériens, dont beaucoup

8. BARROS F. de, « Les bidonvilles : entre politiques coloniales et guerre d'Algérie », *Métropolitiques*, [<http://www.metropolitiques.eu/Les-bidonvilles-entre-politiques.html>], février 2012.

9. André Nouschi est un historien né à Constantine, capitale de l'est algérien, en 1922. Après la Seconde Guerre mondiale, il débute un travail de thèse sous la direction de Charles-André Julien, qu'il soutient en 1959, *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoise, de la conquête jusqu'en 1919*.

10. Voir les lettres échangées entre Bourdieu et Nouschi, in *Esquisses algériennes, op. cit.*

11. KATEB K., *Européens, « Indigènes » et Juifs en Algérie (1830-1962). Représentations et réalités des populations*, Paris, INED, « Travaux et documents », 2001.

12. YACONO X., *Les bureaux arabes et l'évolution des genres de vie indigènes dans l'ouest du Tell algérois (Dahra, Chélif, Ouarsenis, Sersou)*, thèse complémentaire pour le doctorat ès lettres, Paris, Éditions Larose, 1953.

13. GUIGNARD D., « Conservatoire ou révolutionnaire ? Le sénatus-consulte de 1863 appliqué au régime foncier d'Algérie », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 2010, p. 81-95.

14. BOURDIEU P., *Sociologie de l'Algérie, op. cit.*

15. Les *khammes* sont au Maghreb des métayers : ils entretiennent et exploitent les terres de grands propriétaires, tout en ne percevant qu'un cinquième des récoltes.

16. NOUSCHI A., *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises de la conquête jusqu'en 1919*, Paris, PUF, 1961.

migrent vers les principales cités portuaires : Alger, Oran, Bône. Ce qui, sous certains aspects, peut s'apparenter à « l'exode rural » que connaissent la plupart des sociétés européennes depuis le XIX^e siècle, prend en Algérie une dimension différente du fait des proportions et de la rapidité du processus. Les migrations internes s'intensifient dans les années qui suivent la Seconde Guerre mondiale : en 1954, les « bidonvillois » représentent 200 000 personnes en Algérie, soit 15 % de la population urbaine, selon l'une des rares études statistiques que le phénomène suscite à l'époque¹⁷. Et si les trois auteurs de celle-ci portent leur intérêt sur les années qui précèdent la guerre d'indépendance (1931-1954), l'ombre du conflit plane sur l'ouvrage tant les déplacements des ruraux atteignent après 1954 des proportions inattendues.

Les premières années (1954-1957) sont marquées par le développement d'une pratique militaire mise en œuvre pour la première fois dans l'Aurès, au sud-est de l'Algérie : la création de zones interdites, l'évacuation des villages qui s'y trouvent et l'enfermement de leurs habitants dans des « centres de regroupement¹⁸ », placés sous le contrôle des officiers des Affaires algériennes, un corps spécialement créé pour pallier l'insuffisance du quadrillage administratif local¹⁹. Le retour des militaires ayant servi en Indochine et leur investissement croissant dans les opérations algériennes, alimentent la montée en puissance de la « doctrine de la guerre révolutionnaire²⁰ », qui favorise la diffusion de cette pratique en Algérie. Malgré les difficultés de recensement, on estime qu'environ 2 350 000 ruraux ont été, en 1961, « regroupés » par l'armée dans plus de 2 000 camps – soit près de 26 % de la population algérienne totale, un habitant du monde rural sur trois²¹. À ces opérations organisées et encadrées la plupart du temps par les militaires, s'ajoutent des déplacements « spontanés » qui touchent eux près de 1 200 000 de ruraux. La plupart fuient les zones interdites et les violences qui s'y exercent pour gagner les bidonvilles algériens²².

17. DESCLOÏTRES C., DESCLOÏTRES R. et REVERDY J.-C., *L'Algérie des bidonvilles. Le tiers-monde dans la cité*, préface de J. Berque, Paris/La Haye, Mouton, 1961, p. 28.

18. Le terme « centre de regroupement » correspond à une catégorie pratique utilisée par les acteurs de l'État. Elle témoigne d'abord de leur réticence à utiliser celui de « camp », qui connote l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et des camps de concentration. Sur le sujet, voir : THÉNAULT S., « Notes sur les camps de regroupement », in ROCARD M., *Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la guerre d'Algérie*, Paris, Éditions Mille et Une Nuit, 2003.

19. MATHIAS G., *Les sections administratives spécialisées. Entre idéal et réalité (1954-1962)*, Paris, L'Harmattan, 1998.

20. LEROUX D., « La "doctrine de la guerre révolutionnaire" : théories et pratiques », in BOUCHÈNE A., PEYROULOU J.-P., SIARI-TENGOUR O. et THÉNAULT S., *Histoire de l'Algérie à la période coloniale (1830-1962)*, Paris, La Découverte, 2012, p. 526-532.

21. CORNATON M., *Les regroupements de la décolonisation en Algérie*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1967.

22. Ceux-ci connaissent alors un développement sans précédent, qui reste difficile à estimer. À titre d'exemple, la population algérienne de Constantine passe de 80 000 habitants (1954), à plus de 220 000 à la fin de la guerre, renforçant surtout les quartiers périphériques et les bidonvilles.

Si les causes de ces déplacements se distinguent de celles qui forcent « l'exode rural », leurs effets sont similaires. Mais ils sont ici, plus massifs, et parmi les problèmes qui se posent à l'État, la double crise du logement et de l'emploi prend alors des proportions monstrueuses. À la fin des années 1930, la volonté de la municipalité d'Alger de résorber les premiers bidonvilles s'était concentrée sur le problème du logement. Mais les « solutions » – construire et reloger – s'étaient rapidement avérées insuffisantes, d'une part parce que les programmes de résorption peinaient à suivre le développement croissant du phénomène, mais également parce qu'ils ne pouvaient résoudre le problème fondamental à l'origine de ces migrations, celui de l'emploi et du chômage rural²³.

Pendant la guerre, cette question rattrape celle du logement. Le chômage urbain est l'une des cibles du Plan de Constantine annoncé en octobre 1958 par de Gaulle, et dont la mise en œuvre est confiée au nouveau délégué général du gouvernement, Paul Delouvrier²⁴. L'industrialisation algérienne est alors présentée comme la solution pour faire face au « sous-développement » économique de l'Algérie, donc pour résoudre la crise de l'emploi²⁵. Mais pour certains observateurs, la solution industrielle reste insuffisante pour régler la question des bidonvilles tant elle peine à suivre le flux des ruraux, qui s'accélère d'ailleurs sous les effets du Plan Challe²⁶. S'il reste difficile d'estimer le nombre de personnes qui fuient les zones rurales pour rejoindre les bidonvilles, le nombre de regroupés fait plus que doubler sur cette période. Le Plan Challe, soit le maintien de l'état de guerre et la ruine toujours plus poussée du milieu rural, rend relativement obsolètes les solutions avancées par les pouvoirs publics, et ce avant même qu'elles ne soient appliquées.

Les solutions du Plan de Constantine sont loin de faire l'unanimité entre les acteurs de l'État, notamment parmi ceux qui sont directement confrontés à la dégradation du milieu rural et pour qui la résolution de la crise de l'emploi urbain dépend avant tout de celle qui affecte les campagnes algériennes. Si dans celles-ci la situation de l'emploi est tout aussi problématique, elle n'a que rarement fait l'objet de concertations gouvernementales. Seule a été esquissée depuis 1957, une réforme agraire (amélioration des sols, irrigation, modification des structures de production), qui ne joue qu'un « rôle d'appoint » face à

23. DESCLOÏTRES C., DESCLOÏTRES R. et REVERDY J.-C., *L'Algérie des bidonvilles*, op. cit., p. 84-86.

24. Le « Plan de Constantine » est un programme économique global élaboré en 1958 et dont la mise en œuvre, sur cinq années, devait entraîner une transformation majeure de la société coloniale : scolarisation totale des enfants algériens, construction de logements et résorption des bidonvilles, distribution de terres et réforme agraire, développement de l'industrie algérienne et création d'emploi, etc.

25. LEFEUVRE D., *Chère Algérie. La France et sa colonie (1830-1962)*, Paris, Flammarion, 2002.

26. Le « Plan Challe » est le nom d'une série de « grandes opérations » décidées par Maurice Challe, qui prend la tête de l'armée en Algérie au moment où Delouvrier est nommé par de Gaulle. Le but de ces opérations, qui combinent l'action des réserves générales et de commandos, et s'étendent sur deux années (1959-1961), en allant de l'ouest à l'est, est de réduire à leur minimum les capacités de l'ALN.

l'industrialisation²⁷. Sa mise en œuvre reste d'ailleurs difficile pour les acteurs locaux de l'État, qui doivent faire face à la crise de l'emploi créée par les regroupements. Comme l'ont écrit Bourdieu et Sayad, ces opérations rendent impossible la poursuite normale des activités agricoles, et si certaines continuent sous le contrôle de l'armée, les cycles agraires sont généralement brisés²⁸. Les terres se trouvent la plupart du temps en zones interdites, sauf dans les cas où la technique du « resserrement » a été préférée au « regroupement » à proprement parlé : la population est alors « recentrée » en un lieu censé se trouver à proximité immédiate de ses terres²⁹. Mais la perte brutale des moyens de production, la destruction et/ou l'amenuisement progressif des réserves et des troupeaux, obligent les officiers de SAS à fournir à la population regroupée une aide alimentaire afin qu'elle puisse faire face à ses besoins primaires. Cette aide reste souvent précaire et insuffisante, à l'image des crédits trop restreints mis à la disposition des officiers par les autorités préfectorales. Beaucoup de ces officiers demandent l'ouverture des zones interdites, mais peu l'obtiennent : la solution est alors d'ouvrir des « chantiers de chômage » afin, d'une part, d'employer les hommes en âge de travailler, de l'autre de réaliser quelques travaux d'équipement locaux, que ce soit dans les camps (logements), dans les communes, ou pour l'armée (ouverture de pistes). Mais il s'agit là encore d'une solution précaire qui ne saurait résoudre la crise de l'emploi. Ces petits travaux ne fournissent qu'une activité temporaire, par ailleurs tributaire des conditions locales de sécurité et des ressources budgétaires distillées au compte-gouttes par l'administration départementale. Aussi le quotidien des officiers est-il rythmé par la recherche toujours renouvelée de crédits pour l'ouverture de ces chantiers, et la quête souvent moins fructueuse de quelques investissements à même d'offrir un emploi permanent aux regroupés.

Au fond la question a peu préoccupé les autorités centrales à Alger. Paul Delouvrier a certes cherché à interdire les regroupements dès mars 1959³⁰, mais sans adopter une attitude ferme face à l'armée. Au cours du mois d'avril, le scandale suscité par la publication du rapport Rocard, qui dépeint les conditions de vie précaires des regroupés³¹, oblige Delouvrier à ajuster la position gouvernementale. Quelques semaines plus tard, il annonce le lancement du

27. ELSENHANS H., *La guerre d'Algérie 1954-1962. La transition d'une France à une autre. Le passage de la IV^e à la V^e République*, Paris, Publisud, 1999, p. 598.

28. BOURDIEU P. et SAYAD A., *Le déracinement*, *op. cit.*

29. Idéalement, du moins : il reste difficile d'estimer la proportion de ces « resserrements » au regard de la confusion qui règne dans l'usage des catégories. La pratique en elle-même est sujette à caution : une relative interdiction du regroupement par le pouvoir central en 1959, a pu inciter certains responsables militaires à parler de « resserrements » lorsqu'ils faisaient des « regroupements », le premier type étant jugé plus conforme aux objectifs d'Alger, car plus respectueux de l'impératif socio-économique et des conditions de vie des ruraux.

30. ANOM/14CAB-75. DGGa, directive n° 2.445/CC du 31 mars 1959.

31. ROCARD M., *Rapport sur les camps...*, *op. cit.*

programme *Mille villages*, censé transformer les camps de regroupement en « villages modernes ». Si Delouvrier augmente de manière substantielle les budgets d'équipement local, ceux-ci restent insuffisants et surtout ils peinent à suivre les nouveaux besoins créés par l'accroissement des regroupements pendant le Plan Challe. De plus, *Mille villages* reste longtemps une idée au service de la propagande française, et ce du moins jusqu'à ce que l'élaboration concrète du projet soit finalement confiée, fin 1959, à une structure spéciale : l'Inspection générale des regroupements de populations (IGRP), dirigée par le général Parlange, qui créa les premiers camps dans l'Aurès, en mai 1955. Ce dernier rassemble une équipe restreinte, soit quelques gradés qui partagent sa foi dans l'idée de développer l'Algérie par l'amélioration des regroupements³².

C'est donc dans ce contexte que vont se faire les deux enquêtes qui mèneront aux deux ouvrages dirigés par Pierre Bourdieu : *Travail et travailleurs* et *Le déracinement*. La demande étatique d'une meilleure information est à l'origine de ces deux enquêtes : celle qui concerne l'emploi urbain d'abord, mandatée dans le cadre de l'élaboration du Plan de Constantine, et qui permet le rapprochement de Bourdieu et des statisticiens de l'ARDES. Jacques Boissard, responsable des études à la Caisse pour l'équipement et le développement de l'Algérie (CEDA), l'organisme de financement du Plan de Constantine, décide de faire faire un travail statistique qui doit accompagner l'élaboration des programmes du plan, et recrute pour ce faire plusieurs statisticiens, dont Alain Darbel qui se trouve en Algérie. Le directeur du service de la statistique en Algérie, Jacques Breil, connu pour ses travaux démographiques, propose de créer l'ARDES³³. Les premiers travaux menés par l'association montrent l'importance des problèmes publics évoqués plus haut : il s'agit, outre les opérations de recensement, de deux enquêtes portant sur l'emploi et sur le logement. Mais selon Claude Seibel, ces travaux ont surtout conduit au constat que les schémas utilisés pour la métropole étaient inadaptés pour rendre compte des logiques de l'économie coloniale et de sa perception par les agents algériens. L'intégration dans l'équipe de Bourdieu, qui fréquente l'ARDES, permet alors d'améliorer la nomenclature de l'enquête sur l'emploi par l'apport de ses réflexions, basées sur ses recherches dans la bibliothèque d'Alger. Puis en mars 1960, le général Parlange demande à l'ARDES une enquête sur les regroupements³⁴. L'enjeu ne relève pas tant d'un problème de légitimité que d'une contrainte de moyens : si, en avril 1959, Paul Delouvrier a créé des « Groupes de travail itinérants » chargés de recenser et d'évaluer les

32. Mais moins d'un an plus tard, le constat de la disproportion entre *Mille villages* et les moyens mis en œuvre, qui s'ajoute à la prise de conscience des effets du Plan Challe, sonnent le glas de l'illusion pour les acteurs de l'IGRP – dont Parlange, qui quitte ses fonctions.

33. SEIBEL C., « Les liens entre Pierre Bourdieu et les statisticiens à partir de son expérience algérienne », in BOUVERESSE J. et ROCHE L., *La liberté par la connaissance : Pierre Bourdieu (1930-2002)*, Paris, Odile Jacob, 2003.

34. ANOM/15cab-128. IGRP, note du 17 mars 1960.

regroupements³⁵, les travaux de ceux-ci restent, un plus tard, inachevés et peu fiables. La volonté de Parlange est de confier la tâche à des professionnels de la statistique, alors que lui-même ne dispose encore que de peu de moyens pour assurer ses fonctions : quelques mois après sa nomination, aucun bureau ne lui a été affecté, et un seul inspecteur l'assiste dans des enquêtes qui concernent l'ensemble du territoire algérien.

À la lecture des instructions de Parlange, on mesure l'importance de la crise de l'emploi pour l'IGRP, crise considérée comme l'une des difficultés principales pour la réussite de *Mille villages*. À terme, si le travail est une nécessité pour mieux vivre, c'est également (pour ce général qui partage l'idée, fort répandue au sein de l'État colonial, que l'opinion de la population algérienne est réversible, à condition d'y mettre le prix) l'un des besoins humains dont la satisfaction conditionne l'issue politique du conflit : des populations privées de terres et laissées à l'assistance, risquent de grossir les rangs des sympathisants du FLN ; des agriculteurs disposant de moyens améliorés de production, de conditions de vie moderne, et de la « protection » des officiers de SAS, ne pourront que s'engager en faveur de la cause française³⁶. Et l'enquête qu'il confie à l'ARDES (et que l'ARDES confiera à Bourdieu : il la mènera en compagnie des étudiants qu'il encadre alors à l'université d'Alger, dont Abdelmalek Sayad), est clairement orientée par la résolution de ce problème : la viabilisation des camps de regroupement. L'enquête doit se centrer sur les ressources agricoles et pastorales possédées avant et après le regroupement, comme sur celles désormais disponibles (ressources salariales ou assistancielles). Deux secteurs sont choisis, qui correspondent à ceux investis par Bourdieu et son équipe d'étudiants : Orléansville dans l'Algérois et Collo dans le Constantinois³⁷. Les deux ouvrages publiés après l'indépendance à partir des recherches menées dans le cadre de ces deux enquêtes s'éloignent largement des motivations étatiques qui, à l'origine, les ont suscitées. La vision particulière du travail exposé dans *Travail et travailleurs* et dans *Le déracinement*, apparaît alors comme la continuation des recherches effectuées par Bourdieu depuis 1957 sur la société traditionnelle, posée en contrepoint à la modernité occidentale.

BOURDIEU ET LE TRAVAIL EN ALGÉRIE : LA TRADITION CONTRE LA MODERNITÉ ?

Dès ses premières publications, Bourdieu met en avant ce qui distingue la société traditionnelle de la société moderne : son économie, qualifiée de « précapitaliste », reste dominée par l'agriculture³⁸. Par son activité, l'agent écono-

35. ANOM/14cab-75. DGGA, directive n° 3.444/CC du 24 avril 1959.

36. ANOM/15cab-128. IGRP, lettre de Parlange à Delouvrier, 15 février 1960.

37. Ce dernier occupe une place à part : la population y fut entièrement déplacée, de 1957 à 1960.

38. BOURDIEU P., « La logique interne de la civilisation algérienne traditionnelle », *op. cit.*

mique produit avant tout des réserves de consommation qui doivent subvenir aux besoins primaires du groupe : le travail s'intègre dans une logique de *prévoyance* (la constitution de réserves en fonction d'un futur concret, plus ou moins variable mais qu'il est globalement possible d'anticiper), qui le distingue de la *prévision* et de la *thésaurisation*, donc des fins d'accumulation du travailleur capitaliste évoluant dans une économie productiviste. Dans celle-ci, une fois la satisfaction des besoins primaires assurée, le but de l'agent consiste à augmenter son capital économique, l'une des principales ressources pour se distinguer dans le monde social. Or Bourdieu considère que ces deux pratiques relèvent d'une différence d'attitude à l'égard du temps. Lorsque la prévoyance traditionnelle s'organise en fonction d'un « à venir » relativement cyclique et fermé, la prévision capitaliste s'opère par la projection dans un « futur » appréhendé comme un champ de possibilités ouvertes. L'esprit de calcul distingue ainsi la rationalité économique des deux agents par rapport au travail : le premier ne calcule pas son activité en fonction d'une conversion du temps travaillé en revenu monétaire, alors que ce salaire horaire est à la base de l'ensemble des conduites économiques du second. Ainsi : « Pour le paysan, le souci de la productivité qui conduit à l'évaluation quantitative du temps étant ignoré, c'est le travail à faire qui commande l'horaire et non l'horaire qui limite le travail³⁹. »

À la différence d'une société occidentale où domine l'esprit calculateur, matérialiste et mécaniste, la société traditionnelle serait soumise à la durée, au calendrier agraire et biologique, à une sorte de cycle éternellement recommencé. Produire pour vivre, voire survivre, et souvent avec peu : au regard de la condition économique des ruraux algériens, le travail donne l'impression d'enfermer l'agent dans une certaine précarité économique. C'est du moins l'interprétation qui domine dans le contexte intellectuel et dans le champ universitaire où Bourdieu évolue. Pourtant, lui voit dans cette organisation des activités économiques une cohérence et un équilibre, établis tant dans les rapports entre la collectivité humaine et la nature, que dans les interactions humaines qui en découlent et qui restent les principaux facteurs assurant la cohésion sociale. Faire vivre le groupe, mais assurer également la pérennité d'une organisation sociétale, tout est question de cette « conscience temporelle » qui incite l'agent à se conformer au cycle, à cet *ethos* propre à sa civilisation et dont le but essentiel reste la reproduction sociale. Certes Bourdieu n'affirme pas que cette reproduction relève d'une intention clairement exprimée : mais elle s'opère par quelques mécanismes de régulation et s'exerce sur l'individu, sur ses activités et sur son travail en particulier. L'agent économique se soumet à la tradition : « Être prévoyant, c'est se conformer à un modèle transmis par les ancêtres, approuvé par la communauté et, ce faisant, mériter l'approbation du groupe. Les conduites de prévoyance sont dictées par l'imitation du passé et par

39. *Ibid.*, p. 47.

la fidélité aux valeurs léguées par les anciens et non point par la visée prospective d'un futur projeté⁴⁰. » Les plans et programmes « purement rationnels » que Bourdieu juge caractéristiques des attitudes capitalistes, ne peuvent que susciter, dans la société « traditionnelle », l'incompréhension et le scepticisme du groupe. Celui-ci se préserve car son organisation est perçue comme la seule possible : le rythme du travail, donc de la société, se base sur l'immuable calendrier des travaux agricoles, pour se garantir contre l'imprévu, s'assurer « de l'avenir en tâchant de le nier, dans son essence propre, c'est-à-dire en tant qu'imprévisible nouveauté⁴¹ ».

Cet idéaltype du travail « traditionnel » est loin de correspondre pour Bourdieu aux pratiques réelles des paysans qu'il peut observer, ceux vivant dans les regroupements et ne travaillant plus leur terre. Il s'agit plus d'une reconstruction de cette société précoloniale, considérée par Bourdieu comme équilibrée et cohérente. Comme le pense d'ailleurs Nouschi : pour l'un comme pour l'autre, l'enjeu est de récuser l'idée, alors couramment admise, que la crise de la société algérienne serait liée à des facteurs culturels propres⁴². Aussi, et malgré la conception organiciste de la société traditionnelle⁴³, Bourdieu a conscience que le changement peut survenir – et comme Nouschi, il l'attribue à un facteur exogène – : la colonisation française introduit l'économie capitaliste dans une société qui n'y est pas préparée. C'est dans l'étude de ces dynamiques contemporaines que se lit l'influence des travaux de Nouschi sur ceux de Bourdieu. La responsabilité principale de la situation économique des ruraux incombe, pour l'un comme pour l'autre, à l'action de l'État colonial, de la mise en place d'un système juridique favorisant et légalisant l'usurpation des terres, jusqu'à l'introduction de l'individualisation du patrimoine foncier par volonté de détruire « l'archaïsme » que constitue, aux yeux des responsables français, le système de l'indivision foncière⁴⁴. La mécanisation et la modification technique du travail, la pression démographique, l'érosion des terres, s'ajoutent à la dépossession foncière et accentuent la crise de ce monde, engendrant une paupérisation des ruraux et leur rupture d'avec « la tradition », sans pour autant les inscrire dans les circuits de l'économie moderne. Pour Bourdieu et Sayad, le regroupement s'inscrit dans la continuité de ce processus ; il l'achève, même⁴⁵, et ses effets

40. BOURDIEU P., « La société traditionnelle. Attitudes à l'égard du temps et conduites économiques », *Sociologie du travail*, janvier-mars 1963, p. 28.

41. *Ibid.*, p. 43.

42. NOUSCHI A., *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises*, *op. cit.*

43. HAMMOUDI A., « Phénoménologie et ethnographie », art. cit.

44. Cette vision de l'indivision comme terres appartenant à la communauté villageoise, qui domine dans les travaux de l'époque, doit toutefois être nuancée : la propriété collective est plutôt familiale (GUIGNARD D., « Conservatoire ou révolutionnaire ? », art. cit., p. 84).

45. « Tout se passe comme si cette guerre avait fourni l'occasion d'accomplir jusqu'au bout l'intention latente de la politique coloniale, intention profondément contradictoire : désintégrer ou intégrer, désintégrer pour intégrer, ou intégrer pour désintégrer. » (BOURDIEU P. et SAYAD A., *Le déracinement*, *op. cit.*, p. 23.)

impactent d'une nouvelle manière les pratiques économiques. Mesure d'enfermement, le regroupement est une contrainte s'exerçant contre le travailleur : l'éloignement et les zones interdites, les contrôles de l'armée, le danger de sortir du camp, sont autant de facteurs qui créent un désarroi profond et engendrent dans certains cas le « renoncement complet au travail de la terre⁴⁶ ». Pourtant, le regroupement apparaît bien plus comme l'accélérateur d'une crise que comme un frein à l'exercice du travail, et *Le déracinement* cherche à explorer les raisons d'un tel renoncement. Le regroupement consiste pour les deux sociologues en une découverte du travail salarié et, dans le camp, cette expérience directe (ou indirecte) transforme les attitudes et pratiques à l'égard du travail traditionnel, incitant les agents à rechercher un emploi salarié. La notion de convertibilité du temps de travail en revenu monétaire s'impose dans la rationalité économique des agents regroupés, d'autant que l'introduction d'emplois par l'administration (harkis, ouvriers divers, employés) engendre la prise de conscience de la faible rentabilité du travail agricole, et hâte la *dépaysanisation*.

Pourtant, dans les camps, les ruraux se prolétarisent. Si l'on excepte les supplétifs et les commerçants, tous ceux qui n'ont pas accès à leurs terres rejoignent la masse des journaliers, dont la possibilité d'emploi dépend, comme nous l'avons vu, des ressources du chef de SAS – ou de sa bonne volonté. En ce sens, l'emploi en milieu rural connaît un sort similaire à celui du milieu urbain : la croissance massive des chômeurs et journaliers reste la principale conséquence de l'augmentation des migrations internes pendant la guerre. C'est également le lien qui unit *Le déracinement* et *Travail et travailleurs* : les chômeurs et les journaliers, qu'ils soient ruraux ou urbains, grossissent les rangs d'un « sous-prolétariat » dont Bourdieu et Sayad interrogent les origines, et dont le livre tiré de l'enquête de l'ARDES tente de saisir le quotidien. Dans le second ouvrage, l'emploi journalier fait l'objet d'une description plus poussée⁴⁷. La quête du travail relève ici du « jeu de hasard », et le chômage, phénomène massif et structurel, s'impose comme une pression permanente sur ces agents économiques *déracinés*, engagés dans une compétition constante sur un marché peu régulé par les institutions étatiques (ce qui l'oppose d'ailleurs au marché de l'emploi dans les camps de regroupement). L'absence de qualification renforce la soumission au hasard et l'importance des réseaux de relations dans la quête de l'emploi. La hantise du chômage, comme la pression du manque de ressources, incitent à rechercher le travail « à tout prix⁴⁸ ». La précarité du sous-prolétaire, condition d'existence de la plupart des travailleurs algériens, est liée à l'insécurité chronique de l'emploi et au faible rendement de celui-ci – d'où la nécessité de chercher à maximiser l'effort en multipliant les petits emplois et revenus

46. *Ibid.*, p. 49.

47. BOURDIEU P., DARBEL A., RIVET J.-P. et SEIBEL C., *Travail et travailleurs en Algérie*, *op. cit.*

48. BOURDIEU P., « La hantise du chômage chez l'ouvrier algérien. Proletariat et système colonial », *Sociologie du travail*, octobre-décembre 1962, p. 313-331.

d'appoint. La hantise du licenciement porte peu au conflit social : « Conscients de l'excédent de main-d'œuvre et se sachant aussi peu irremplaçables que possibles, la plupart des manœuvres, ouvriers et employés n'ont d'autre souci que de conserver leur place, si médiocre soit-elle⁴⁹. »

Centrée sur le sous-prolétariat, l'enquête de l'ARDES souligne l'exploitation de ces travailleurs. Pour le sous-prolétaire, mieux vaut une « stabilité précaire » qu'une « instabilité forcée », et ainsi s'enchaînent tous les problèmes de l'exploitation : « La revendication de la dignité, jamais absente, ne peut que céder devant l'impératif du travail à tout prix. » D'où le rêve (et l'aspiration) à l'emploi permanent, qui libère de l'instabilité. En attendant, journaliers, chômeurs et marchands à la sauvette connaissent cette « instabilité constante de l'emploi et l'accoutumance au chômage prolongé ou au faire-semblant des métiers de misère, [qui] menace de produire des individus dépourvus de dignité, complaisamment résignés à une attitude d'assistés, habités par le ressentiment incohérent, le renoncement fataliste ou le rêve prometteur d'évasions imaginaires⁵⁰. » La nécessité de satisfaire les besoins primaires, et le risque toujours latent de ne pouvoir y parvenir, empêchent l'organisation cohérente du temps présent – et, à terme, la projection dans le futur – : « Chômage et emploi intermittent font table rase des traditions mais interdisent l'élaboration d'un plan de vie rationnel, condition de l'adaptation à l'économie capitaliste⁵¹. » L'intégration au sous-prolétariat, cette « désintégration fonctionnelle systématique », mène à une existence « abandonnée à l'incohérence », au contraire de l'équilibre qui est censé caractériser l'économie traditionnelle.

Faut-il alors comprendre que sous-prolétaires et journaliers étaient, avant de se fondre dans cette situation particulièrement précaire, les agriculteurs enracinés d'un monde traditionnel équilibré et cohérent ? Il est clair que la présentation que Bourdieu fait du travail « traditionnel » est à l'opposé de la description qu'il dresse de l'existence du sous-prolétaire. La société algérienne traditionnelle, cet « ordre ancien » dont il reconnaît « qu'il faut aussi se garder [de l']idéaler », constitue « non seulement, comme on dit, un mode de vie, mais bien un art de vivre⁵² ». Cet « art de vivre », c'est la *niya*, que Bourdieu et Sayad décrivent plus particulièrement dans un chapitre du *Déracinement* : « *Thafallah'th* ou le paysan accompli ». La *niya* est une manière d'être et d'agir, calquée sur les règles qui structurent le rapport de l'homme à la terre. L'agent économique se soumet à la durée et est indifférent au temps qui passe, il inscrit son attitude dans le respect des vertus paysannes, source de prestige et d'honneur. La « sobriété » domine dans son comportement « l'avidité », et l'innocence, la naïveté, la simplicité

49. BOURDIEU P., DARBEL A., RIVET J.-P. et SEIBEL C., *Travail et travailleurs en Algérie*, op. cit., p. 286.

50. *Idem*.

51. *Ibid.*, p. 356.

52. BOURDIEU P., « La logique interne de la civilisation algérienne traditionnelle », op. cit., p. 41.

et la droiture caractérisent son attitude. Bref, la *niya* exprime ce que doit être « un paysan accompli » : « Être paysan, en effet, c'est réaliser son humanité en accomplissant cet ensemble de modèles qui constituent la culture paysanne⁵³. » Pourquoi une telle opposition ? Il est clair que la vision du sous-prolétariat comme du déracinement participe d'un discours critique sur l'action étatique, dans ce contexte où l'enquête est faite au cœur d'une guerre. D'autant que le langage de l'État contraste largement avec les faits sociaux que les chercheurs observent. Les enjeux de cette guerre où l'État français doit prouver, aux yeux de l'opinion publique (après le rapport Rocard) ou devant les autres nations (et particulièrement à la tribune onusienne), le bien fondé de son action en colonie, ne sont pas étrangers à cette image : le terme de « nouveau village » qui doit remplacer à partir de 1960 celui de « centre de regroupement », est là pour le rappeler⁵⁴. L'IGRP, coordonne la diffusion de cette image positive des regroupements, opposant une société traditionnelle « arriérée », « moyenâgeuse » voire « néolithique », à une société « moderne » particulièrement enjolivée⁵⁵. L'image du travail, dans une autre mesure, est également contrebalancée. À une vision pointant l'archaïsme des techniques ou des agents, Bourdieu oppose un travail qui assure une existence stable et autosuffisante. Mais entre la critique du discours étatique (et/ou colonial) et son contre-pied idéal-typique, il y a un fossé qui peine à rendre compte de la multiplicité des formes de l'agriculture algérienne, ou de l'économie rurale. Le travail salarié est-il vraiment inconnu à ces centaines de milliers d'Algériens regroupés par l'armée entre 1954 et 1961 ? Non, sans doute, la majorité des familles, par exemple en Kabylie, vivant déjà des mandats reçus de l'immigration. Le travail, comme tout l'ensemble de la société traditionnelle, relève chez Bourdieu d'une vision souvent « organiciste » qui rappelle l'héritage de la science coloniale, dont le sociologue a consulté les classiques à la bibliothèque d'Alger de 1957 à 1959, et sur lesquels il s'est basé pour bâtir sa représentation de l'Algérie rurale. Les lectures du sociologue, mais également la méthode et le contexte de l'enquête sur les regroupements, n'y sont sans doute pas étrangers. Il n'y a pas, ici, observation directe, du « travail traditionnel », terme par lequel il faut comprendre une organisation du travail précoloniale et précapitaliste. Et on peut se demander, avec Paul Silverstein, si cette vision n'est pas l'objet d'une « nostalgie structurelle », « une forme moderne de souvenir social largement partagée par Bourdieu et ses informateurs » : l'usage

53. BOURDIEU P. et SAYAD A., *Le déracinement*, *op. cit.*, p. 87.

54. SHD/IH-2574. DGGGA, directive 3.270/CC, 19 avril 1960.

55. « En quelques minutes d'hélicoptère, on passe de l'époque néolithique, avec la femme humaine claustrée dans le fond d'une hutte enfumée, nourrissant sa famille d'un peu de blé ou d'orge écrasés, de quelques fruits et racines, au stade du XX^e siècle avec la TV, les Caravelles, le luxe de la grande ville où les jolies femmes musardent devant le scintillement des vitrines où s'entasse tout ce que l'Univers produit de beau et de bon », écrit l'un des membres de l'IGRP dans un rapport destiné à être largement diffusé, fin décembre 1960 (IH-2032).

du terme *déracinement* « récupère la fonction objectivante des tropes arboricoles, la réification d'un "temps avant le temps" considéré comme plus enraciné, plus complet et plus naturel que la situation présente de déracinement » – ce que Silverstein attribue aux conditions sociales de l'enquête dans les camps⁵⁶.

CONCLUSION

À la vision idéalisée du « travail traditionnel » s'oppose la précarité du sous-prolétaire et du « travail journalier » : peut-être faut-il alors lire dans l'analyse de cette activité humaine fondamentale, une critique de la modernité alimentée par un « pessimisme anthropologique⁵⁷ » et par une « nostalgie structurelle », dont on vient de parler⁵⁸ ? Cette opposition entre les deux catégories résulte de nombreux facteurs, que ce soit d'un parcours de recherche sur l'Algérie traditionnelle qui plonge ses racines dans les ouvrages de la science coloniale, d'une enquête menée au sein des camps et des bidonvilles où ressurgit, par opposition au travail salarié inaccessible, une vision idéalisée du passé, et d'un contexte généralisé marqué par l'exacerbation de ces questions, dans une Algérie en guerre où se télescopent les problèmes majeurs qui gagnent alors la plupart des sociétés humaines que l'on dit appartenir au « tiers monde ». Au fond, le travail salarié n'est pas l'objet qu'étudie Bourdieu, sauf comme un horizon auquel les sous-prolétaires aspirent mais ne peuvent accéder. C'est plutôt une vision exacerbée du travail salarié dans ce qu'il a de pire, qui apparaît ici : celui dont vit le sous-prolétariat, fruit de l'introduction brutale et non planifiée du productivisme, de la constitution d'une société coloniale où la « question sociale » est restée à peine esquissée, et où le salariat n'est en rien le fruit d'un long processus socio-historique. La nécessité d'avoir à vivre « au jour le jour » pour satisfaire les besoins primaires empêche une organisation cohérente du temps et de l'existence. Au contraire du travail traditionnel dont l'équilibre est assuré par la conformité aux règles, et où l'activité des agents économiques permet d'éviter tout risque d'anomie. Au contraire également, du travail salarié lorsque celui-ci est stable et permanent : mais l'existence même du salaire, constitutif

56. « Son interprétation de l'*akham* comme facteur de stabilité dans la culture kabyle ne provient pas d'une observation approfondie d'un enracinement supposé de l'*akham* dans la vie traditionnelle kabyle, mais d'entretiens avec des Kabyles vivant dans un contexte social et architectural bien différent de celui décrit dans l'étude : les camps de regroupements. En d'autres termes, sa recherche de terrain ayant été menée en temps de guerre, son compte rendu est, pour une part, la reconstruction *a posteriori* d'une institution sociale que ses informateurs ne pouvaient évoquer qu'en termes de perte. [La nostalgie structurelle est] l'émanation directe de la présentation auto-magnifiée par ses informateurs d'une image figée d'un passé intact et perdu à jamais. » (SILVERSTEIN P., « De l'enracinement et du déracinement. Habitus, domesticité et nostalgie structurelle kabyles », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 50, 2003, p. 27-42.)

57. ADDI L., *Sociologie et anthropologie chez Pierre Bourdieu...*, *op. cit.*

58. SILVERSTEIN P., « De l'enracinement et du déracinement... », *art. cit.*

du travail productiviste, introduit un facteur d'instabilité qui contraste avec les formes équilibrées du travail traditionnel. Et l'existence du sous-prolétariat algérien rappelle la dégradation toujours possible de la condition salariale, de cette variable soumise aux rythmes conjoncturels de l'économie capitaliste et de ses crises, et non aux rythmes agraires, « immuables » parce que naturels, de l'économie traditionnelle.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- ADDI L., *Sociologie et anthropologie chez Pierre Bourdieu. Le paradigme anthropologique kabyle et ses conséquences théoriques*, Paris, La Découverte, 2002.
- ADDI L., « Pierre Bourdieu, l'Algérie et le pessimisme anthropologique », in *Petits-déjeuners de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée*, [http://www.mom.fr], 2007.
- BARROS F. de, « Les bidonvilles : entre politiques coloniales et guerre d'Algérie », *Métropolitiques*, [http://www.metropolitiques.eu/Les-bidonvilles-entre-politiques.html], 2012.
- BOURDIEU P., *Sociologie de l'Algérie*, Paris, PUF, 1958.
- BOURDIEU P., « La logique interne de la civilisation algérienne traditionnelle », et « Le choc des civilisations », in *Le sous-développement de l'Algérie*, Alger, Secrétariat social, 1959.
- BOURDIEU P., « La hantise du chômage chez l'ouvrier algérien. Prolétariat et système colonial », *Sociologie du travail*, octobre-décembre 1962, p. 313-331.
- BOURDIEU P., « La société traditionnelle. Attitudes à l'égard du temps et conduites économiques », *Sociologie du travail*, janvier-mars 1963, p. 24-44.
- BOURDIEU P. (YACINE T. [coord.]), *Esquisses algériennes*, Paris, Éditions du Seuil, 2008.
- BOURDIEU P. et SAYAD A., *Le déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1964.
- BOURDIEU P., DARBEL A., RIVET J.-P. et SEIBEL C., *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris, Mouton, 1964.
- CORNATON M., *Les regroupements de la décolonisation en Algérie*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1967.
- DESCLOÏTRES C., DESCLOÏTRES R. et REVERDY J.-C., *L'Algérie des bidonvilles. Le tiers-monde dans la cité*, Paris/La Haye, Mouton, 1961.
- EISENHANS H., *La guerre d'Algérie 1954-1962. La transition d'une France à une autre. Le passage de la IV^e à la V^e République*, Paris, Publisud, 1999.
- GUIGNARD D., « Conservatoire ou révolutionnaire ? Le sénatus-consulte de 1863 appliqué au régime foncier d'Algérie », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 41, 2010, p. 81-95.
- HAMMOUDI A., « Phénoménologie et ethnographie. À propos de l'habitus kabyle chez Pierre Bourdieu », *L'homme*, n° 184, 2007, p. 47-84.
- KATEB K., *Européens, « Indigènes » et Juifs en Algérie (1830-1962). Représentations et réalités des populations*, INED, « Travaux et documents », 2001.
- LACOSTE-DUJARDIN C., « À propos de Pierre Bourdieu et de l'Esquisse d'une théorie de la pratique », *Hérodote*, n° 2, 2^e trimestre 1976.
- LEFEUVRE D., *Chère Algérie. La France et sa colonie (1830-1962)*, Paris, Flammarion, 2002.
- LEROUX D., « La "doctrine de la guerre révolutionnaire" : théories et pratiques », in BOUCHÈNE A., PEYROULOU J.-P., SIARI-TENGOUR O. et THÉNAULT S., *Histoire de l'Algérie à la période coloniale (1830-1962)*, Paris, La Découverte, 2012, p. 526-532.
- MARTIN-CRIADO E., *Les deux Algéries de Pierre Bourdieu*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2008.
- MATHIAS G., *Les sections administratives spécialisées. Entre idéal et réalité (1954-1962)*, Paris, L'Harmattan, 1998.

- NOUSCHI A., *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises de la conquête jusqu'en 1919*, Paris, PUF, 1961.
- ROCARD M., *Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la guerre d'Algérie*, Paris, Éditions Mille et Une Nuit, 2003.
- SACRISTE F., *Des ethnologues dans la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962)*. G. Tillion, J. Berque, J. Servier et P. Bourdieu, Paris, L'Harmattan, 2011.
- SEIBEL C., « Les liens entre Pierre Bourdieu et les statisticiens à partir de son expérience algérienne », in BOUVERESSE J. et ROCHE L., *La liberté par la connaissance : Pierre Bourdieu (1930-2002)*, Paris, Odile Jacob, 2003.
- SERVIER J., *Les portes de l'année. L'Algérie dans la tradition méditerranéenne*, Paris, Robert Laffont, 1962.
- SILVERSTEIN P., « De l'enracinement et du déracinement. Habitus, domesticité et nostalgie structurelle kabyles », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 50, 2003, p. 27-42.
- YACONNO X., *Les bureaux arabes et l'évolution des genres de vie indigènes dans l'ouest du Tell algérois (Dahra, Chélif, Ouarsenis, Sersou)*, thèse complémentaire pour le doctorat ès lettres, Paris, Éditions Larose, 1953.

Références des archives utilisées

Archives nationales d'outre-mer : 13cab-56 ; 14cab-75 ; 15cab-128.
Service historique de la Défense : 1H-2032 ; 1H-2574.